

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q2/ARG/9

11 février 1997

(97-0501)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

SUBVENTIONS

Réponses de l'ARGENTINE aux questions du CANADA¹, du JAPON²,
de la COREE³, de la POLOGNE⁴, des ETATS-UNIS⁵ et de la
COMMUNAUTE EUROPEENNE⁶

La Mission permanente de l'Argentine a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 27 janvier 1997.

CANADA 1)

Programme de remboursement concernant les ports patagoniens

Question 1

L'Argentine peut-elle préciser si ce sont tous les utilisateurs d'installations portuaires qui sont admis à bénéficier de ce programme, ou si ce sont seulement les exportateurs?

Réponse

Les produits admis à bénéficier de ce programme sont clairement définis; ce sont les marchandises de la région patagonienne qui sont exportées depuis les différents ports, de San Antonio Oeste à Ushuaia (la liste des ports concernés figure dans la Loi n° 23.018).

¹G/SCM/Q2/ARG/2.

²G/SCM/Q2/ARG/3 + Rev.1.

³G/SCM/Q2/ARG/1.

⁴G/SCM/Q2/ARG/5.

⁵G/SCM/Q2/ARG/6.

⁶G/SCM/Q2/ARG/4.

Question 2

L'Argentine peut-elle préciser si la liste des marchandises figurant au paragraphe 1.5 de l'annexe VII de la Résolution ANA 3304 du 14 décembre 1987 est une liste exhaustive des marchandises admises à bénéficier de ce programme?

Réponse

Les marchandises qui figurent dans cette liste ne sont qu'une partie des produits visés par le programme; elles y sont mentionnées parce que, jusqu'au 31 décembre 1986, elles bénéficiaient du programme de remboursement même lorsqu'elles n'étaient pas produites dans la région patagonienne.

Question 3

Il est demandé à l'article 25 que des renseignements soient fournis concernant la forme de la subvention. L'Argentine peut-elle indiquer quelle est la forme de la subvention en question?

Réponse

La subvention prend la forme d'un versement aux exportateurs de produits originaires/produits en Patagonie.

Ce versement est effectué lors de l'exportation des marchandises; il est calculé sur la base d'un pourcentage de la valeur f.a.b. des exportations et effectué par l'Administration des douanes après vérification de l'origine des marchandises. Ce pourcentage varie de 7 pour cent à 12 pour cent selon le port d'embarquement (article premier de la Loi n° 23.018).

CANADA 2)

Question 1

L'Argentine prévoit de supprimer progressivement le programme d'ici à 2007. Peut-elle confirmer qu'elle supprimera non seulement le programme mais également tous les paiements au titre de ce dernier? Envisage-t-elle d'accélérer le processus conformément aux obligations qui lui incombent aux termes de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires?

Réponse

L'élimination du programme commencera en 2002 et prendra fin en 2007. Oui, non seulement le programme sera supprimé, mais également tous les paiements au titre de ce dernier.

Le processus pourrait être accéléré avec la mise en place d'un programme de substitution pour le développement de la Patagonie, qui est actuellement à l'étude.

Question 2

Quels sont les principaux produits agricoles bénéficiant du programme visé dans la Loi n° 23.018?

L'Argentine pourrait-elle fournir une ventilation par année des remboursements totaux, des volumes d'exportation concernés, et du montant unitaire du remboursement pour chaque produit pour la période allant de 1994 à ce jour?

Pourrait-elle également préciser le volume total annuel des exportations argentines de chacun de ces produits?

Réponse

Il est difficile de réunir les renseignements demandés pour chaque produit.

Les remboursements totaux effectués jusqu'au premier semestre de 1994 sont indiqués dans la notification. Pour ce qui a trait à 1995, nous ne sommes en mesure de fournir des données que sur les remboursements totaux concernant les ports patagoniens effectués au cours de la période allant du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1995. Ces données sont contenues dans les tableaux figurant à l'annexe 1. Quant à l'annexe 2, elle contient les chiffres correspondant au second semestre de 1994.

Question 3

A la page 14 de la notification figurent deux tableaux contenant des données relatives aux remboursements généraux et aux remboursements additionnels. Quel rapport y a-t-il entre ces données et celles relatives aux remboursements concernant les ports patagoniens qui figurent dans la Loi n° 23.018?

A supposer que l'expression "remboursement additionnel" équivaut à "remboursement supplémentaire", l'Argentine pourrait-elle préciser quels sont les éléments inclus dans les "remboursements généraux" et quels ont été les montants versés au titre des "remboursements généraux" pendant la période allant du 1er juillet 1994 à ce jour?

Réponse

Les expressions "remboursements additionnels" et "remboursements supplémentaires" ont la même signification; il s'agit simplement de dénominations différentes concernant le programme visé dans la Loi n° 23.018.

Les remboursements généraux sont ceux accordés en vertu de la Loi n° 22.415 et du Décret n° 1011/91. Ils consistent à verser aux exportateurs une somme correspondant au montant des impôts indirects perçus à des stades antérieurs de la production de la marchandise exportée.

Question 4

Au point intitulé "Incompatibilité", à la page 8 de la notification, il est fait référence à d'autres "programmes particuliers, spéciaux ou limités à une zone". L'Argentine pourrait-elle fournir des exemples de programmes de ce type actuellement en vigueur et dire quelle incidence ils peuvent avoir sur les exportations?

Réponse

L'explication de cette référence est que, à l'époque, en 1983, des programmes de promotion industrielle étaient mis en oeuvre dans les provinces de Neuquén, Río Negro, Chubut et Santa Cruz. Ces programmes ont cessé d'être en vigueur en 1992. Il n'existe à l'heure actuelle pas d'autres programmes de promotion dans la zone.

ANNEXE I

TOTAL DES REMBOURSEMENTS ADDITIONNELS
CONCERNANT LES PORTS PATAGONIENS
(en pesos)

Période du 1er janvier 1995 au 31 décembre 1995

Bureau de douane		Total des remboursements en pesos
14.	Comodoro Rivadavia	277 806,39
19.	Deseado, Puerto	12 084 778,84
47.	Madryn, Puerto	29 364 633,76
48.	Río Gallegos	2 067 997,56
49.	Río Grande	97 263,06
61.	Santa Cruz	16 931 294,82
67.	Ushuaia	8 114 550,15
80.	San Antonio Oeste	12 359 274,29
		81 297 598,87

ANNEXE II

TOTAL DES REMBOURSEMENTS ADDITIONNELS
CONCERNANT LES PORTS PATAGONIENS
(en pesos)

Période du 1er juillet 1994 au 31 décembre 1994

Bureau de douane		Total des remboursements en pesos
14.	Comodoro Rivadavia	39 365,09
19.	Deseado, Puerto	6 255 363,78
47.	Madryn, Puerto	11 573 067,92
48.	Río Gallegos	1 254 621,19
49.	Río Grande	46 536,60
61.	Santa Cruz	1 037 713,15
67.	Ushuaia	8 847 588,81
80.	San Antonio Oeste	3 143 228,24
		32 197 484,78

JAPON

Question

- a) **Ce programme correspond-il à des subventions subordonnées "aux résultats à l'exportation" ou "à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés", au sens de l'article 3 de l'Accord SMC?**
- b) **L'Argentine éliminera-t-elle ce programme dans les délais suivants:**
- **pour les subventions subordonnées aux résultats à l'exportation: dans un délai de huit ans;**
 - **pour les subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés: dans un délai de cinq ans?**
- c) **L'Argentine a-t-elle déjà notifié ce programme au titre de l'article 28.1 de l'Accord SMC? Si elle ne l'a pas fait, quelle en est la raison?**

Réponse

- a) Aucune des définitions énoncées à l'article 3 n'est applicable à ce programme, lequel ne peut donc être considéré comme une subvention prohibée.
- b) L'Argentine éliminera progressivement ce programme à partir de 2002.
- c) L'Argentine n'a pas notifié ce programme au titre de l'article 28.1 puisqu'elle ne le considère pas comme une subvention "incompatible" avec les dispositions de l'Accord SMC.

COREE

Question 1

L'article 25 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires dispose que les Membres notifieront toutes les subventions spécifiques définies aux articles 1 et 2, accordées sur leur territoire. L'Argentine n'a notifié qu'une subvention prohibée.

L'Argentine accorde-t-elle ou maintient-elle d'autres subventions pouvant donner lieu à une action, en dehors de la subvention notifiée?

Réponse

L'Argentine a notifié le programme de remboursement concernant les ports patagoniens comme étant une subvention, mais estime qu'il ne s'agit ni d'une subvention spécifique ni d'une subvention prohibée.

Ce programme n'est pas une subvention prohibée puisqu'il ne réunit pas les conditions stipulées aux articles 2 et 3 de l'Accord SMC.

Il ne constitue pas une subvention prohibée puisqu'il ne peut être considéré comme spécifique ni au sens de l'article 2 ni à celui de l'article 3.

Une subvention est spécifique au sens de l'article 2:

- a) si elle est limitée à certaines entreprises;
- b) si le droit d'en bénéficier n'est pas automatique et fondé sur des critères objectifs.

Le programme n'est pas limité à certaines entreprises au sens de l'article 2.1 de l'Accord SMC; le droit d'en bénéficier n'est pas limité, il repose sur des critères objectifs d'application directe.

Il ne constitue pas une subvention prohibée au sens de l'article 3 de l'Accord SMC, dont la note 4 indique expressément que le simple fait qu'une subvention est accordée à des entreprises qui exportent ne sera pas une raison suffisante pour qu'elle soit considérée comme une subvention à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord.

En conséquence, l'Argentine estime que le programme peut être considéré comme une subvention répondant à la définition de l'article 8 et, en particulier, du paragraphe 2, alinéa b) dudit article. Il est destiné à promouvoir le développement d'une région de l'Argentine économiquement en retard, la Patagonie, qui comprend les provinces de Río Negro, Neuquén, Chubut, Santa Cruz et Tierra del Fuego. Cette région a un revenu par habitant inférieur à la moyenne nationale et un taux de chômage supérieur au taux national. Il s'agit donc d'une subvention accordée à une région défavorisée dans un cadre général de développement régional, et non spécifique au sens de l'article 2.

Question 2

La notification indique que cette subvention restera en vigueur jusqu'en 2007. Existe-t-il un calendrier pour l'élimination progressive de cette subvention, comme le veut l'Accord?

Réponse

Ce programme sera progressivement supprimé à partir de 2002.

POLOGNE

Question 1

Nous estimons que le programme de remboursement concernant les ports patagoniens constitue une subvention prohibée au sens de l'article 3 de l'Accord SMC. Si tel est le cas, l'Argentine a-t-elle notifié cette subvention conformément à l'article 28.1 de l'Accord SMC? Les subventions prohibées doivent être rendues conformes aux dispositions de l'Accord SMC dans les trois ans; même s'il est fait application de l'article 27 qui prévoit un traitement spécial pour les pays en développement, il faudrait supprimer progressivement la subvention dans un délai de huit ans (c'est-à-dire, d'ici à 2002) alors que l'Argentine veut maintenir le programme en vigueur jusqu'en 2007. Nous aimerions obtenir des éclaircissements sur ce point. Dans le cas contraire, prière d'expliquer pourquoi le programme ne constitue pas une subvention prohibée.

Réponse

Ce programme n'est pas une subvention prohibée puisqu'il ne réunit pas les conditions stipulées aux articles 2 et 3 de l'Accord SMC.

Il ne constitue pas une subvention prohibée puisqu'il ne peut être considéré comme spécifique ni au sens de l'article 2 ni à celui de l'article 3.

Une subvention est spécifique au sens de l'article 2:

- a) si elle est limitée à certaines entreprises;
- b) si le droit d'en bénéficier n'est pas automatique et fondé sur des critères objectifs.

Le programme n'est pas limité à certaines entreprises au sens de l'article 2.1 de l'Accord SMC; le droit d'en bénéficier n'est pas limité, il repose sur des critères objectifs d'application directe.

Il ne constitue pas une subvention prohibée au sens de l'article 3 de l'Accord SMC, dont la note 4 indique expressément que le simple fait qu'une subvention est accordée à des entreprises qui exportent ne sera pas une raison suffisante pour qu'elle soit considérée comme une subvention à l'exportation au sens de l'article 3.1 a) de l'Accord.

En conséquence, l'Argentine estime que le programme peut être considéré comme une subvention répondant à la définition de l'article 8 et, en particulier, du paragraphe 2, alinéa b) dudit article. Il est destiné à promouvoir le développement d'une région de l'Argentine économiquement en retard, la Patagonie, qui comprend les provinces de Río Negro, Neuquén, Chubut, Santa Cruz et Tierra del Fuego. Cette région a un revenu par habitant inférieur à la moyenne nationale et un taux de chômage supérieur au taux national. Il s'agit donc d'une subvention accordée à une région défavorisée dans un cadre général de développement régional, et non spécifique au sens de l'article 2.

Question 2

Au point 5 de la notification, l'Argentine ne précise pas clairement quelle forme prend la subvention et l'on peut supposer qu'il s'agit d'un paiement direct à l'exportateur. L'Argentine pourrait-elle le confirmer?

Réponse

Le programme de remboursement consiste à verser aux producteurs de la région une somme d'argent qui est calculée en appliquant à la valeur f.a.b. des marchandises exportées un pourcentage qui varie de 7 pour cent à 12 pour cent selon le port dans lequel sont embarquées les marchandises.

ETATS-UNIS

Question générale et liste de programmes

Question

Prière de fournir des renseignements sur les programmes ci-après qui ne figurent pas dans la notification de l'Argentine, mais qui répondent peut-être aux prescriptions de notification contenues dans le GATT de 1994 et/ou l'Accord SMC. Si ces programmes sont mentionnés dans une autre notification de l'Argentine, prière de le préciser. Si tel n'est pas le cas, prière de donner des renseignements sur les éléments requis dans le modèle de notification ou d'indiquer pour chacun de ces programmes sur quoi l'Argentine s'est fondée pour considérer qu'il ne répondait pas aux prescriptions de notification évoquées ci-dessus.

(Note: Certains des programmes ci-après ont été considérés comme des subventions pouvant donner lieu à une action, à l'issue de procédures/enquêtes en matière de droits compensateurs engagées par les Etats-Unis concernant, entre autres, des articles de vêtement, des tuyaux standard en acier, des matériels tubulaires destinés à des pays pétroliers.)

A. Remboursement à l'exportation des impôts indirects perçus (Reembolso)

Fondement juridique: Décret n° 1555/86; 16 octobre 1986.

Politique: exportation; remboursement d'impôt effectué à l'exportation et calculé en pourcentage du prix facturé f.a.b. du produit exporté.

Réponse

A1. Le programme mentionné a été remplacé par le Décret n° 1011/91 qui établit un remboursement à l'exportation versé aux exportateurs sous forme de restitution correspondant à l'incidence sur la valeur de la marchandise exportée des impôts indirects en cascade perçus sur les biens et/ou services utilisés pour la production de cette marchandise. Elle est calculée en appliquant à la valeur f.a.b. de la marchandise exportée un pourcentage qui est différent pour chaque produit. On déduit de cette valeur f.a.b. la valeur des produits importés dans le pays à titre temporaire et exonérés de droits d'importation, et les commissions payées à l'extérieur.

A2. Le programme n'est pas considéré comme une subvention au sens de l'article premier de l'Accord SMC et, en particulier, de la note 1 qui dit que, conformément aux dispositions de l'article XVI du GATT de 1994 (note) et aux dispositions des annexes I à III de l'Accord SMC, l'exonération, en faveur d'un produit exporté, des droits ou taxes qui frappent le produit similaire lorsque celui-ci est destiné à la consommation intérieure, ou la remise de ces droits ou taxes à concurrence des montants dus ou versés, ne seront pas considérées comme une subvention.

B. Réescompte de titres (lettres de change ou billets à ordre) en devises en vertu de la circulaire RF-21

Fondement juridique: circulaire RF-21 de la Banque centrale remplacée par la Communication A-1205 datée de juin 1988.

Politique: exportation; financement préférentiel jusqu'à concurrence de 80 pour cent de la valeur f.a.b. des marchandises exportées.

Réponse

Le régime mentionné n'existe plus. La Communication A-1205 OPRAC a été abrogée par la Communication A-1595 du 1er janvier 1990 et la Communication A-1807 du 8 mars 1991 et le régime n'a été remplacé par aucun autre régime similaire.

C. Financement avant exportation en vertu de la circulaire RF-153 (OPRAC-1)

Fondement juridique: circulaire RF-153 de la Banque centrale.

Politique: exportation; permet aux exportateurs d'obtenir de la Banque centrale un financement avant exportation jusqu'à concurrence de 70 pour cent de la valeur f.a.b. des marchandises destinées à l'exportation, à un taux d'intérêt annuel de 1 pour cent. Les prêts sont indexés sur le dollar EU.

Réponse

Le régime a été abrogé, comme celui dont il est question dans la réponse à la question B.

D. Financement après exportation - OPRAC 1-9

Réponse

Le régime a été abrogé, comme celui dont il est question dans la réponse à la question B.

E. Déductions d'impôts sur les bénéfices en vertu du Décret n° 173/85

Réponse

Le régime institué par le Décret n° 173/85 a été supprimé par le Décret n° 553/89 d'avril 1989.

F. Exemption du droit de timbre en vertu du Décret n° 186/74

Réponse

L'exemption du droit de timbre pour les contrats d'exportation a été instituée en vertu du Décret n° 174/86. Le droit de timbre a été supprimé pour tous les contrats conclus concernant des opérations commerciales, à l'exception des transactions immobilières.

G. Incitations régionales pour la province de Tucumán

Réponse

Le régime a été supprimé et n'a pas été remplacé.

H. Incitations régionales pour la Patagonie

Réponse

Les seules incitations régionales accordées à la Patagonie sont celles qui ont été notifiées, à savoir les remboursements à l'exportation pour les marchandises produites dans la région, qui sont embarquées dans les différents ports patagoniens, de San Antonio Oeste à Ushuaia. Elles sont accordées en vertu de la Loi n° 23.018.

I. Incitations fiscales régionales pour la province de Corrientes

Réponse

Le régime d'incitations pour la province de Corrientes a été supprimé en 1984.

J. Versements à l'exportation en vertu du Décret n° 176/86; Programmes spéciaux d'exportation (PEEX)

Réponse

Les PEEEX et le Décret n° 176/86 ont été abrogés par le Décret n° 963/88. En outre, comme le prévoyait le régime, les programmes initialement mis en place pouvaient être exécutés pendant une période maximale de cinq ans, délai qui est échu en 1991.

K. Financement des investissements pour l'exportation en vertu du Communiqué A-980 (FIDEX)

Réponse

Ce programme a été abrogé par la Communication A-1589 du 18 décembre 1989.

L. Contre-garanties de l'Etat

Autorité: Ministère des finances.

Politique: garanties de prêts offerts par la Banque nationale de développement (Banco Nacional de Desarrollo - BANADE).

Réponse

La BANADE était une banque qui a opéré en Argentine jusqu'en juin 1993, date à laquelle il fut décidé de mettre fin à ses activités.

M. Prêts à moyen terme et à long terme en vertu de la Loi n° 22.510

Réponse

La Loi n° 22.510, adoptée le 6 novembre 1981, a institué un titre public permettant aux banques d'accorder un financement à des entreprises confrontées à des problèmes d'endettement. Ce programme a été supprimé en 1988 et n'a pas été remplacé.

N. Soutien du prix des feuilles de tabac

Les Etats-Unis croient comprendre que l'Argentine offre une subvention à la production des feuilles de tabac, financée par un droit d'accise de 7 pour cent et une taxe sur chaque paquet de cigarettes, qui procurent des recettes annuelles de 170 millions de dollars EU. En outre, ils croient comprendre qu'un large pourcentage de ces 170 millions de dollars est utilisé pour soutenir le prix du tabac. L'Argentine pourrait-elle expliquer pourquoi cette subvention n'a pas été incluse dans la notification?

Réponse

Le Fonds national pour le tabac est notifié actuellement au titre de l'Accord sur l'agriculture, conformément aux engagements contractés.

UNION EUROPEENNE

L'Argentine a présenté à l'OMC, le 7 août 1995, une notification concernant des programmes de subventions, conformément à l'article XVI:1 du GATT de 1994 et à l'article 25 de l'Accord sur les subventions.

La Communauté voudrait obtenir des éclaircissements sur un certain nombre de points concernant le programme notifié comme indiqué ci-dessous.

Par ailleurs, la Communauté a obtenu des renseignements sur d'autres programmes de subventions qui n'ont pas été notifiés à l'OMC alors qu'il semble qu'ils auraient dû l'être au titre de l'article 25.2 de l'Accord sur les subventions.

I. PROGRAMMES DE SUBVENTIONS NOTIFIES

L'Argentine a notifié le programme cité ci-dessous. Après examen, la Communauté nourrit de graves inquiétudes quant à l'ampleur et aux incidences pratiques de ce programme. La présente analyse représente les observations de la Communauté et constitue une demande d'éclaircissements.

A) Programme de remboursement concernant les ports patagoniens

Question

L'Argentine pourrait-elle préciser les critères à remplir pour bénéficier de ce programme?

L'Argentine indique que le programme prendra fin en 2007. Pourrait-elle expliquer comment cette date est compatible avec les obligations qui découlent de l'article 27.2 de l'Accord sur les subventions?

Réponse

1. Ces critères sont définis dans la Loi n° 23.018 et dans la Résolution ANA 3304/87. Il y est indiqué que le programme s'applique aux marchandises originaires de la région située au sud du Río Colorado qui sont exportées à l'état brut ou après avoir été transformées dans des entreprises industrielles établies dans ladite région, et aux articles manufacturés fabriqués dans des entreprises industrielles établies dans ladite région avec des intrants non originaires de cette région, à condition que les marchandises changent de position tarifaire dans la Nomenclature et que les produits finals soient issus d'un processus industriel et non d'un simple assemblage.

2. Le programme sera progressivement supprimé à partir de 2002.

L'Argentine étudie actuellement l'adoption d'un programme de développement régional pour la Patagonie qui pourrait remplacer le programme actuel de remboursement. S'il est adopté, le nouveau programme sera considéré comme une subvention ne donnant pas lieu à une action, conformément à l'article 8.

II. AUTRES PROGRAMMES QUI N'ONT PAS ETE NOTIFIES A L'OMC

Question

L'Argentine a omis de notifier un grand nombre de programmes qui, semble-t-il, auraient dû l'être au titre de l'article 25. La Communauté considère que les programmes cités ci-dessous

apportent une contribution financière qui confère des avantages à l'industrie locale. En outre, ces programmes sont manifestement spécifiques (ils sont propres à un secteur ou subordonnés à des exportations). Par delà les questions posées, la Communauté voudrait savoir pourquoi ces programmes n'ont pas été notifiés à l'OMC et elle demande que l'Argentine présente, le cas échéant, une notification au titre de l'article 25 en suivant le mode de présentation type.

Réponse

1. Zone commerciale spéciale de la Terre de Feu

Ce régime a été institué par la Loi n° 19.640 de 1972. Depuis 1992, il n'est plus possible d'établir de nouvelles entreprises relevant de ce régime.

2. Subventions au secteur automobile (y compris subventions pour la production de parties et pièces détachées)

Le régime applicable aux entreprises du secteur automobile a été notifié à l'OMC en mars 1995, au titre de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC).

3. Aide à l'industrie forestière

Le régime de promotion des cultures forestières existe depuis 1996; il est administré par le Secrétariat à l'agriculture, à la pêche et à l'alimentation.

La République argentine examine actuellement à quel titre ce programme pourrait être notifié de manière appropriée.

4. Fonds spécial pour le tabac

Le Fonds national pour le tabac est actuellement notifié au titre de l'Accord sur l'agriculture, conformément aux engagements contractés.

5. Remboursement des impôts indirects aux exportateurs

1. Le programme mentionné a été remplacé par le Décret n° 1011/91 qui établit un remboursement à l'exportation versé aux exportateurs sous forme de restitution correspondant à l'incidence sur la valeur de la marchandise exportée des impôts indirects en cascade perçus sur les biens et/ou services utilisés pour la production de cette marchandise. Elle est calculée en appliquant à la valeur f.a.b. de la marchandise exportée un pourcentage qui est différent pour chaque produit. On déduit de cette valeur f.a.b. la valeur des produits importés dans le pays à titre temporaire et exonérés de droits d'importation, et les commissions payées à l'extérieur.

2. Le programme n'est pas considéré comme une subvention au sens de l'article premier de l'Accord SMC et, en particulier, de la note 1 qui dit que, conformément aux dispositions de l'article XVI du GATT de 1994 (note) et aux dispositions des annexes I à III de l'Accord SMC, l'exonération, en faveur d'un produit exporté, des droits ou taxes qui frappent le produit similaire lorsque celui-ci est destiné à la consommation intérieure, ou la remise de ces droits ou taxes à concurrence des montants dus ou versés, ne seront pas considérées comme une subvention.